

2° le pouvoir détenu par une personne agissant, en vertu d'une convention de mandat, de commission, de portage, de prête-nom, de fiducie ou d'une convention d'effet équivalent, pour le compte d'une autre personne, est censé détenu exclusivement par cette dernière.

Pour la détermination du pouvoir de contrôle, il n'est pas tenu compte des suspensions du droit de vote ni des limitations à l'exercice du pouvoir de vote prévues par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales ou par des dispositions légales ou statutaires d'effet analogue.

Pour l'application du § 1er, 1° et 4°, les droits de vote afférents à l'ensemble des actions, parts et droits d'associés d'une filiale s'entendent déduction faite des droits de vote afférents aux actions, parts et droits d'associés de cette filiale détenus par elle-même ou par ses filiales. La même règle s'applique dans le cas visé au § 2, alinéa 2, en ce qui concerne les titres représentés aux deux dernières assemblées générales.

Art. 6. Les nombres de vingt, vingt-cinq ou cinquante travailleurs sont obtenus en calculant, pour les déclarations à l'Office National de Sécurité Sociale de quatre trimestres consécutifs, le nombre moyen de travailleurs rémunérés, repris dans les déclarations à l'Office National de Sécurité Sociale, ou, le cas échéant, la somme du nombre moyen de travailleurs rémunérés dans les différentes déclarations à l'Office National de Sécurité Sociale des employeurs et des entreprises visées à l'article 3. Pour la première fois ces chiffres sont calculés sur la base des troisième et quatrième trimestres de 1993. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté en devient l'article 7.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 décembre 1993.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

2° wordt de controlebevoegdheid van een persoon die optreedt krachtens een overeenkomst van lastgeving, commissie, portage, naamgeving, fiducie of een overeenkomst met een gelijkwaardige uitwerking, voor rekening van een andere persoon, geacht uitsluitend in het bezit te zijn van laatstgenoemde.

Om de controlebevoegdheid vast te stellen wordt geen rekening gehouden met een schorsing van stemrechten noch met de stemrechtbeperkingen bedoeld in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen of in wettelijke of statutaire beperkingen met een gelijkaardige uitwerking.

Voor de toepassing van § 1, 1° en 4°, moeten de stemrechten verbonden aan het totaal van de aandelen van een dochtervennootschap worden verminderd met de stemrechten verbonden aan de aandelen van deze dochtervennootschappen, gehouden door laatstgenoemde zelf of door haar dochtervennootschap. Dezelfde regel is van toepassing in het § 2, tweede lid, bedoelde geval wat de aandelen betreft die op de laatste twee algemene vergaderingen zijn vertegenwoordigd.

Art. 6. De getallen van twintig, vijftientwintig en vijftig werknemers worden bekomen door de berekening, van de aangiften voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van vier opeenvolgende kwartalen, van het gemiddeld aantal bezoldigde werknemers, opgenomen in de aangiften voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of, in voorkomend geval, de som van het gemiddeld aantal bezoldigde werknemers opgenomen in de onderscheiden aangiften voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de werkgevers en ondernemingen bedoeld in artikel 3. Voor de eerste maal worden deze cijfers berekend op basis van het derde en vierde kwartaal van 1993. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt artikel 7.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 december 1993.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 2836

[C — 27533]

4 NOVEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 décembre 1992 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine, modifié par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon du 15 janvier 1987 et du 22 octobre 1987;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, donné le 26 mars 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine, est remplacé par la disposition suivante :

« Au sens du présent arrêté, une opération subsidiaire de rénovation urbaine est une action d'aménagement globale et concertée, d'initiative communale, qui vise à restructurer, assainir ou réhabiliter un quartier urbain de manière à y favoriser le maintien de la population locale et à promouvoir sa fonction sociale et économique dans le respect de ses caractéristiques culturelles et architecturales propres.

Ces opérations visent à maintenir et à améliorer l'habitat par une ou plusieurs des actions suivantes :

1° la réhabilitation ou la construction de logements;

2° la création ou l'amélioration d'équipements collectifs;

3° la création ou l'amélioration d'espaces verts;

4° la création ou l'amélioration de bâtiments destinés au commerce ou à des activités de service. »

Art. 2. Dans le chapitre Ier du même arrêté, il est inséré un article 3 nouveau rédigé comme suit :

« La commune peut faire appel à une intercommunale pour la réalisation d'une opération de rénovation urbaine, pour autant que la commune approuve une convention fixant les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de cette opération.

La convention définira les actes concédés par la commune et comprendra au moins l'obligation, pour l'intercommunale chargée de réaliser l'opération, d'informer une fois par an le conseil communal concerné et la commission consultative visée à l'article 18, de l'état d'avancement de l'opération.

Lorsqu'une intercommunale se voit confier la réalisation d'une opération de rénovation urbaine, elle est associée à la convention visée à l'article 22. »

Art. 3. L'article 3 du même arrêté, devenu l'article 4, est remplacé par ce qui suit :

« Le Ministre fixe la composition et le contenu du dossier de base requis pour être admissible au bénéfice des subventions. »

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est abrogé.

Art. 5. A l'article 6, alinéa 3 du même arrêté, les mots « d'urbanisme et de rénovation urbaine » sont remplacés par « d'aménagement actif ».

Art. 6. A l'article 8 du même arrêté, il est ajouté ce qui suit : « ou du comité d'acquisition ».

Art. 7. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. Le loyer des logements visés à l'article 6 est fixé conformément à la réglementation relative à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci. »

Art. 8. A l'article 11 du même arrêté, il est ajouté un quatrième alinéa libellé comme suit :

« Dans le même temps, la commune conclut avec la Région une convention relative à la réaffectation de la part de la subvention afférente au bien faisant l'objet de la convention de vente, pour autant qu'elle soit visée par l'article 12 du présent arrêté. »

Art. 9. A l'article 12 du même arrêté, les mots « l'affecter » sont remplacés par « la réaffecter ».

De même, le dernier alinéa est abrogé.

Art. 10. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Moyennant l'approbation du Ministre dans les deux mois de la réception de la demande, la commune affecte les recettes courantes produites par les immeubles objets de l'opération, telles que les loyers, redevances, canons emphytéotiques ou autres dans une proportion égale au taux de subventionnement perçu pour chacun de ces immeubles, à une ou plusieurs des fins décrites ci-après :

- 1° la poursuite de l'opération;
- 2° l'octroi d'allocations destinées à compléter les aides régionales au logement;
- 3° l'octroi d'une aide financière spécifique en faveur des personnes qui désirent rénover leur habitation dans le périmètre de rénovation;
- 4° l'acquisition ou la rénovation d'immeubles compris dans le périmètre de rénovation mais non repris dans le programme visé à l'article 21;
- 5° une autre opération de rénovation urbaine sise sur le territoire de la commune concernée. »

Art. 11. A l'article 18 du même arrêté, après les mots « de représentants de la commune », il est ajouté « le cas échéant de l'intercommunale chargée de réaliser une opération de rénovation urbaine conformément à l'article 3 ».

De même, les mots « d'urbanisme et de rénovation urbaine » y sont remplacés par « d'aménagement actif ».

Art. 12. A l'article 20 du même arrêté, les mots « d'urbanisme et de rénovation urbaine » sont remplacés par « d'aménagement actif ».

Art. 13. A l'article 21 du même arrêté, les mots « d'urbanisme et de rénovation urbaine » sont remplacés par « d'aménagement actif ».

Art. 14. A l'article 23 du même arrêté, il est ajouté ce qui suit : « ou du comité d'acquisition ».

Art. 15. L'article 24 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 24. Pour les travaux, la subvention est calculée sur base du montant des travaux définis à l'adjudication, révisions, taxes et décomptes contractuels compris, les travaux supplémentaires n'étant pris en compte que s'ils sont indispensables et étaient imprévisibles lors de l'élaboration du projet. »

Art. 16. Un article 25bis, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 25bis. Pour les études et investigations préalables à la détermination des options d'avant-projet, la subvention est calculée conformément aux barèmes minima fixés par l'Ordre des Architectes et par la Fédération des Associations belges d'Ingénieurs.

Le taux de subvention de ce marché est le même que celui auquel la commune a droit en vertu de l'article 27.

Pour la constitution du dossier de base que le Ministre doit avoir au préalable estimé nécessaire, la subvention, pour autant qu'elle soit justifiée, s'élève à deux cent mille francs, majorés de la moitié du coût de réalisation dépassant cette somme. »

Art. 17. A l'article 26 du même arrêté, les mots « d'urbanisme et de rénovation urbaine » sont remplacés par « d'aménagement actif ».

Art. 18. L'article 27 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Dans les zones d'intervention prioritaire que le Gouvernement wallon détermine, le taux de subventionnement est fixé :

1° à 90 % du coût tel qu'il est défini aux articles 23 et 24 pour l'acquisition ou les travaux relatifs à un ou des logements, aux équipements collectifs directement liés à la mise en valeur du ou des logements, ou à l'aménagement d'espaces verts;

2° à 60 % du coût tel qu'il est défini aux articles 23 et 24 pour les travaux relatifs à la création ou l'amélioration de bâtiments destinés au commerce ou à des activités de service ou à d'autres équipements collectifs; le Ministre pourra toutefois, dans des cas exceptionnels, porter ce taux à 75 % lorsque l'intérêt urbanistique global de l'opération le justifie. »

§ 2. Dans les autres zones, le taux de subventionnement est fixé :

1° à 75 % du coût tel qu'il est défini aux articles 23 et 24 pour l'acquisition ou les travaux relatifs à un ou des logements ou à l'aménagement d'espaces verts;

2° à 60 % du coût tel qu'il est défini aux articles 23 et 24 pour les travaux relatifs aux équipements collectifs et à la création ou l'amélioration de bâtiments destinés au commerce ou à des activités de service; le Ministre pourra toutefois, dans des cas exceptionnels, porter ce taux à 75 % lorsque l'intérêt urbanistique global de l'opération le justifie. »

Art. 19. Un article 27bis, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au jour d'entrée en vigueur de la détermination des zones d'intervention prioritaire par le Gouvernement wallon, et, dans tous les cas, jusqu'au premier jour du septième mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions peut déterminer des périmètres dans lesquels seront applicables les taux de subventionnement prévus à l'article 27, § 1er, pour la réalisation des actions y mentionnées. »

Art. 20. A l'article 29 du même arrêté, les mots « l'Inspection générale de l'Aménagement du Territoire, Service de la rénovation et des équipements » sont remplacés par « la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement ».

Art. 21. L'article 34 de l'arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

Art. 22. Pour l'exécution des conventions conclues avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, les anciennes dispositions des articles 3, 25 et 27 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opération de rénovation urbaine, demeurent d'application.

Art. 23. Le Ministre qui a l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 novembre 1993.

Le Président du Gouvernement,
chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 2836

[C — 27533]

4. NOVEMBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen

Aufgrund des Dekrets vom 17. Dezember 1992 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1993, insbesondere des Artikels 16;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Januar 1987 und vom 22. Oktober 1987;

Angrund des am 26. März 1993 abgegebenen Gutachtens der Regionalkommission für Raumordnung;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter einer bezuschußbaren Stadterneuerungsmaßnahme, eine globale und abgestimmte Planungsaktion auf gemeindliche Initiative, welche die Neustrukturierung, Sanierung oder Wiederherstellung eines Stadtviertels mit dem Ziel anstrebt, die lokale Bevölkerung zu erhalten und die soziale und wirtschaftliche Funktion unter Berücksichtigung seiner typischen architektonischen und kulturellen Merkmale zu fördern.

Diese Maßnahmen bezwecken, die Wohnverhältnisse durch eine der folgenden Aktionen zu erhalten und zu verbessern :

1° die Sanierung oder den Bau von Wohnungen;

2° die Schaffung oder die Verbesserung von Gemeinschaftseinrichtungen;

3° die Schaffung oder die Verbesserung von Grünanlagen;

4° die Schaffung oder die Verbesserung von zum Geschäft oder Dienstleistungen bestimmten Gebäuden. »

Art. 2. In Kapitel I desselben Erlasses wird ein neuer Artikel 3 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt :

« Die Gemeinde kann für die Ausführung einer Stadterneuerungsmaßnahme eine Interkommunale anrufen, soweit die Gemeinde einen Vertrag zur Festlegung der Rechte und Pflichten jeder Partei im Rahmen dieser Maßnahme genehmigt.

Der Vertrag wird die durch die Gemeinde gewährten Tätigkeiten bestimmen und wenigstens die Verpflichtung für die mit der Ausführung der Maßnahme beauftragte Gemeinde, einmal pro Jahr dem betroffenen Gemeinderat und der in Artikel 18 erwähnten Beratungskommission den erreichten Stand der Maßnahme mitzuteilen, beinhalten.

Wenn eine Interkommunale mit der Ausführung einer Stadterneuerungsmaßnahme beauftragt wird, nimmt sie an dem in Artikel 22 erwähnten Vertrag teil. »

Art. 3. Artikel 3 desselben Erlasses, der Artikel 4 geworden ist, wird durch Folgendes ersetzt :
« Der Minister legt die Zusammensetzung und den Inhalt der Grundakte fest, die erforderlich ist, um Subventionen bekommen zu können. »

Art. 4. Artikel 4 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 5. In Artikel 6 Absatz 3 desselben Erlasses werden die Wörter « Städtebau und Stadterneuerung » durch die Wörter « der aktiven Planung » ersetzt.

Art. 6. In Artikel 8 desselben Erlasses wird zwischen den Wörtern « Einregistrierungsamtes » und « um Stellungnahme » Folgendes hinzugefügt : « oder des Erwerbskomitees ».

Art. 7. Artikel 9 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel. 9. Die Miete der in Artikel 6 erwähnten Wohnungen wird gemäß der Regelung betreffend das Mieten der von der « Société régionale wallonne du Logement » (Regionalen Wohnungsgesellschaft für Wallonien) oder von den von ihr zugelassenen Gesellschaften verwalteten Wohnungen festgelegt. »

Art. 8. In Artikel 11 desselben Erlasses wird ein vierter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt :

« Gleichzeitig schließt die Gemeinde mit der Region einen Vertrag betreffend die Wiederzuteilung des Anteils der Subvention ab, der dem Gut, Gegenstand des Verkaufsvertrags, entfällt, soweit er in Artikel 12 des vorliegenden Erlasses erwähnt ist. »

Art. 9. In Artikel 12 desselben Erlasses wird das Wort « verwendet » durch die Wörter « wieder verwendet » ersetzt.

Der letzte Absatz wird auch aufgehoben.

Art. 10. Artikel 17 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Vorbehaltlich der Zustimmung des Ministers binnen den zwei Monaten nach Empfang des Antrags bestimmt die Gemeinde die laufenden Einnahmen, die von Immobilien, Gegenstand der Maßnahme, gebracht werden, wie z.B. Mieten, Gebühren, Erbauzinsen oder andere in einer dem für jedes dieser Immobilien erhaltenen Subventionssatz entsprechenden Verhältnis zu einem oder mehreren der hiernach beschriebenen Zwecken :

- 1° zur Weiterführung der Maßnahme;
- 2° zur Gewährung von Zulagen zur Ergänzung der regionalen Wohnungsbeihilfen;
- 3° zur Gewährung einer spezifischen finanziellen Beihilfe zugunsten der Personen, die ihre Wohnung innerhalb des Erneuerungsbereiches renovieren möchten;
- 4° zum Erwerb oder zur Renovierung von Immobilien, die innerhalb des Erneuerungsbereiches liegen aber nicht im in Artikel 21 erwähnten Programm angeführt sind;
- 5° zu einer anderen gleichartigen Maßnahme auf dem betreffenden Gemeindegebiet. »

Art. 11. In Artikel 18 desselben Erlasses werden nach den Wörtern « aus Vertretern der Gemeinde » folgende Wörter hinzugefügt « gegebenenfalls der mit der Ausführung einer Stadterneuerungsmaßnahme gemäß Artikel 3 beauftragten Interkommunale ».

Die Wörter « Städtebau und Stadterneuerung » werden auch durch die Wörter « der aktiven Planung » ersetzt.

Art. 12. In Artikel 20 desselben Erlasses werden die Wörter « Städtebau und Stadterneuerung » durch die Wörter « der aktiven Planung » ersetzt.

Art. 13. In Artikel 21 desselben Erlasses werden die Wörter « Städtebau und Stadterneuerung » durch die Wörter « der aktiven Planung » ersetzt.

Art. 14. In Artikel 23 desselben Erlasses wird zwischen den Wörtern « Einregistrierungsamtes » und « um Stellungnahme » Folgendes hinzugefügt : « oder des Erwerbskomitees ».

Art. 15. Artikel 24 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« Artikel 24. Bei Arbeiten wird die Subvention aufgrund des Betrags der bei der Ausschreibung festgelegten Arbeiten, inklusive Anpassungen, vertraglicher Gebühren und Abzüge berechnet. Die zusätzlichen Arbeiten werden nur berücksichtigt, wenn sie unbedingt notwendig sind und bei der Aufstellung des Projektes unvorhersehbar waren. »

Art. 16. Ein Artikel 25 bis mit folgendem Wortlaut wird demselben Erlaß hinzugefügt :

« Artikel 25 bis. Für die der Bestimmung der Vorprojektoptionen vorherigen Studien und Untersuchungen wird die Subvention gemäß der durch die Architektenkammer und durch die Föderation der Belgischen Vereinigungen von Ingenieuren festgelegten minimalen Preisliste berechnet.

Der Subventionssatz dieses Auftrags entspricht dem Satz, auf den die Gemeinde aufgrund Artikel 27 Anspruch hat.

Für die Aufstellung der Grundakte, die der Minister vorher für notwendig gehalten hat, beträgt die Subvention zweihunderttausend Francs, die um die Hälfte der diese Summe überschreitenden Ausführungskosten erhöht wird, soweit diese Subvention rechtfertigt wird. »

Art. 17. In Artikel 26 desselben Erlasses wird zwischen den Wörtern « Einregistrierungsamtes » und « um Stellungnahme » Folgendes hinzugefügt : « oder des Erwerbskomitees ».

Art. 18. Artikel 27 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

« § 1. In den von der Wallonischen Regierung bestimmten vorrangigen Betteilungsgebieten wird der Subventionierungssatz wie folgt festgelegt :

1° auf 90 % der Kosten, wie sie in Artikeln 23 und 24 für den Erwerb oder die Arbeiten betreffend eine oder mehrere Wohnungen, die mit der Aufwertung der Wohnung(en) verbundenen Gemeinschaftseinrichtungen oder die Anlage von Grünflächen bestimmt sind;

2° auf 60 % der Kosten, wie sie in Artikeln 23 und 24 für die Arbeiten betreffend die Schaffung oder die Verbesserung von zum Handel oder zu Dienstleistungen oder anderen Gemeinschaftseinrichtungen bestimmten Gebäuden festgelegt sind. In außergewöhnlichen Fällen kann der Minister jedoch diesen Satz auf 75 % festlegen, wenn das globale städtebauliche Interesse der Maßnahme es begründet.

§ 2. In den anderen Gebieten wird der Subventionierungssatz wie folgt festgelegt :

1° auf 75 % der Kosten, wie sie in Artikeln 23 und 24 für den Erwerb oder die Arbeiten betreffend eine oder mehrere Wohnungen oder das Anlegen von Grünflächen bestimmt sind;

2° op 60 % der kosten, wie sie in artikelen 23 en 24 voor de werken betreffende de gemeenschapseinrichtingen en de schaffing of de verbetering van voor de handel of voor de dienstverlening bestemde gebouwen vastgelegd zijn. In uitzonderlijke gevallen kan de minister jedoch diesen Satz op 75 % vastleggen, wenn das globale städtebauliche Interesse der Maßnahme es begründet. »

Art. 19. Ein Artikel 27 bis mit folgendem Wortlaut wird demselben Erlaß hinzugefügt :

« Schon ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses und bis zum Tag des Inkrafttretens der Festlegung der vorrängigen Beteiligungsgebiete durch die Wallonische Regierung und in allen Fällen bis zum ersten Tag des siebten Monats nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, Gebiete festlegen, in den die in Artikel 27 § 1 vorgesehenen Subventionierungssätze für die Ausführung der Aktionen, die in diesem Artikel angegeben sind, Anwendung finden. »

Art. 20. In Artikel 29 desselben Erlasses werden die Wörter « die Generalinspektion der Raumordnung, Dienst der Erneuerung und der Ausrüstungen » durch die Wörter « Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens » ersetzt.

Art. 21. Artikel 34 des Erlasses wird durch folgenden Text ersetzt :

« Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. »

Art. 22. Für die Ausführung der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses abgeschlossenen Verträge bleiben die ehemaligen Bestimmungen der Artikel 3, 25 und 27 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die Wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen anwendbar.

Art. 23. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. November 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAELS

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 93 — 2836

[C — 27533]

4 NOVEMBER 1993. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 tot toekenning door het Gewest van toelagen voor het uitvoeren van stadsvernieuingsoperaties

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 december 1992 betreffende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1993, inzonderheid op artikel 16;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 tot toekenning door het Gewest van toelagen voor het uitvoeren van stadsvernieuingsoperaties, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 15 januari 1987 en 22 oktober 1987;

Gelet op het advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie voor ruimtelijke ordening), gegeven op 26 maart 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 tot toekenning door het Waalse Gewest van toelagen voor het uitvoeren van stadsvernieuingsoperaties, wordt vervangen door volgende bepaling :

« In de zin van dit besluit is een subsidieerbare stadsvernieuingsoperatie een van een gemeentelijk initiatief uitgaande globale en overlegde ordeningsactie die de herstructurering, de sanering of de rehabilitatie van een stadswijk beoogt om er het behoud van de plaatselijke bevolking en haar socio-economische functie te bevorderen, met inachtneming van haar culturele en architecturale kenmerken.

Die operaties beogen het behoud en de verbetering van de woonomstandigheden door middel van één of meer van volgende acties :

- 1° de rehabilitatie of de bouw van woningen;
- 2° de totstandbrenging of de verbetering van gemeenschappelijke voorzieningen;
- 3° de aanleg of de verbetering van groengebieden;
- 4° de oprichting of de verbetering van gebouwen die bestemd zijn voor handel en dienstenactiviteiten. »

Art. 2. In hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt een als volgt luidend nieuw artikel 3 ingevoegd :

« De gemeente kan voor de uitvoering van een stadsvernieuingsoperatie beroep doen op een intercommunale, voor zover zij een overeenkomst goedkeurt waarbij de rechten en plichten van elke partij in het kader van die operatie worden vastgesteld.

De overeenkomst bepaalt de door de gemeente toegestane akten en legt de met de operatie belaste intercommunale minstens de verplichting op de betrokken gemeenteraad en de in artikel 18 bedoelde commissie van advies éénmaal per jaar in te lichten over de vorderingsstaat van de operatie.

Wanneer een intercommunale belast wordt met de uitvoering van een stadsvernieuingsoperatie, wordt zij betrokken bij de in artikel 22 bedoelde overeenkomst. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit, thans artikel 4, wordt vervangen als volgt :

« De Minister bepaalt de samenstelling en de inhoud van het basisdossier dat vereist is om in aanmerking te komen voor de toelagen. »

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit is opgeheven.

Art. 5. In artikel 6, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « stedenbouw en stadsvernieuwing » vervangen door « actieve ordening ».

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt het volgende toegevoegd : « of van het aankoopcomité ».

Art. 7. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 9. De huurprijs van de in artikel 6 bedoelde woningen wordt vastgesteld overeenkomstig de reglementering betreffende de huur van woningen die beheerd worden door de « Société régionale wallonne du Logement » (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) of de door haar erkende maatschappijen. »

Art. 8. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt een als volgt luidend vierde lid toegevoegd :

« Tegelijkertijd sluit de gemeente met het Gewest een overeenkomst over de reffectatie van het gedeelte van de toelage dat bestemd is voor het goed waarop de verkoopovereenkomst betrekking heeft, voor zover zij in artikel 12 van dit besluit bedoeld wordt. »

Art. 9. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt het woord « bestemd » vervangen door « gereffecteerd ». Het laatste lid wordt opgeheven.

Art. 10. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Met goedkeuring van de Minister binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag, gebruikt de gemeente de door de bij de operatie betrokken gebouwen voortgebrachte lopende inkomsten, zoals huren, retributies, erfpachten, enz., naar evenredigheid van de voor ieder van die gebouwen geheven subsidiëeringsvoeten, voor één of meer van volgende doeleinden :

- 1° de voortzetting van de operatie;
- 2° de toekenning van toelagen die de gewestelijke steun aan de huisvesting aanvullen;
- 3° de toekenning van een specifieke financiële tegemoetkoming aan personen die hun woning in de vernieuwingsomtrek wensen te vernieuwen;
- 4° de aankoop of de vernieuwing van gebouwen die zich in de vernieuwingsomtrek bevinden maar niet in het in artikel 21 bedoelde programma opgenomen zijn;
- 5° een andere stadsvernieuwingsoperatie op het grondgebied van de betrokken gemeente. »

Art. 11. In artikel 18 van hetzelfde besluit, worden na de woorden « vertegenwoordigers van de gemeente » de woorden « in voorkomend geval, van de intercommunale die overeenkomstig artikel 3 belast is met een stadsvernieuwingsoperatie » toegevoegd.

De woorden « stedenbouw en stadsvernieuwing » worden er door « actieve ordening » vervangen.

Art. 12. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de woorden « stedenbouw en stadsvernieuwing » door « actieve ordening » vervangen.

Art. 13. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de woorden « stedenbouw en stadsvernieuwing » door « actieve ordening » vervangen.

Art. 14. In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt het volgende toegevoegd : « of van het aankoopcomité ».

Art. 15. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 24. Voor de werken wordt de toelage berekend op basis van het bedrag van de in de aanbesteding omschreven werken, herzieningen, belastingen en contractuele aftrekkingen inbegrepen, waarbij bijkomende werken slechts in aanmerking worden genomen indien zij onontbeerlijk zijn en niet te voorzien waren bij de uitwerking van het ontwerp. »

Art. 16. In hetzelfde besluit wordt een als volgt luidend artikel 25bis ingevoegd :

« Artikel 25bis. Voor onderzoeken voorafgaande aan de bepaling van de opties van voorontwerp, wordt de toelage berekend op basis van de door de Orde van Architecten en de Koninklijke Vlaamse Ingenieursvereniging vastgestelde minimumtarieven.

De subsidiëeringsvoet van die opdracht is dezelfde als degene waarop de gemeente krachtens artikel 27 aanspraak heeft.

Voor de samenstelling van het basisdossier waarvan de Minister eerst de noodzaak heeft moeten vaststellen, bedraagt de toelage, voor zover ze gerechtvaardigd is, tweehonderduizend frank, vermeerderd met de helft van de uitvoeringskosten die dat bedrag overschrijden. »

Art. 17. In artikel 26 van hetzelfde besluit, worden de woorden « stedenbouw en stadsvernieuwing » vervangen door « actieve ordening ».

Art. 18. Artikel 27 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. In de door de Waalse Regering vastgestelde voorrangszones wordt de subsidiëeringsvoet vastgesteld op :

1° 90 % van de kosten, zoals vastgesteld in de artikelen 23 en 24 voor de aankoop van of werken betreffende één of meer woningen, gemeenschappelijke voorzieningen, rechtstreeks afhankelijk van de opwaardering van de woning(en), of de aanleg van groengebieden;

2° 60 % van de kosten, zoals vastgesteld in de artikelen 23 en 24 voor werken betreffende de oprichting of de verbetering van gebouwen of andere gemeenschappelijke voorzieningen; in uitzonderlijke gevallen mag de Minister die voet echter op 75 % brengen, als het globale urbanistische belang van de operatie zulks rechtvaardigt.

§ 2. In de andere zones is de subsidiëeringsvoet vastgesteld op :

1° 75 % van de kosten, zoals vastgesteld in de artikelen 23 en 24 voor de aankoop van of werken betreffende één of meer woningen of de aanleg van groengebieden;

2° 60 % van de kosten, zoals vastgesteld in de artikelen 23 en 24 voor werken betreffende gemeenschappelijke voorzieningen en de oprichting of de verbetering van gebouwen die bestemd zijn voor handel, dienstenactiviteiten; in uitzonderlijke gevallen mag de Minister die voet echter op 75 % brengen, als het globale urbanistische belang van de operatie zulks rechtvaardigt. »

Art. 19. In hetzelfde besluit wordt een als volgt luidend artikel 27bis ingevoegd :

« Vanaf de inwerkingtreding van dit besluit tot de dag waarop de bepaling van de voorranginterventiezones door de Waalse Regering van kracht wordt en, in ieder geval, tot de eerste dag van de zevende maand na de inwerkingtreding van dit besluit, kan de Minister van Ruimtelijke Ordening omtrekken bepalen waarin de subsidiërsvoeten, bedoeld in artikel 27, § 1 voor de verwezenlijking van de handelingen die erin vermeld staan, zullen worden toegepast. »

Art. 20. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de woorden « Ruimtelijke Ordening, Dienst Vernieuwing en Uitrustingen » vervangen door de woorden « Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting ».

Art. 21. Artikel 34 van het besluit wordt vervangen door volgende tekst :

« De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit. »

Art. 22. De vroegere bepalingen van de artikelen 3, 25 en 27 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 tot toekenning door het Gewest van toelagen voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperaties blijven gelden voor de uitvoering van de vóór de inwerkingtreding van dit besluit gesloten overeenkomsten.

Art. 23. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 4 november 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

F. 93 — 2837

[C — 27531]

30 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté ministériel fixant la circonscription des brigades et des triages du cantonnement de Mons (Inspection forestière de Charleroi)

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture et le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment les articles 4 et 9;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1854 concernant l'exécution du Code forestier, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté du Régent du 2 mai 1949 fixant le nombre des Inspections forestières de l'Administration des Eaux et Forêts;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrêtent :

Article 1er. Le cantonnement de Mons est composé de 19 triages répartis en 6 brigades.

Art. 2. La circonscription des brigades du cantonnement de Mons est fixée comme suit :

1^o brigade I : triages n^o 1 de Tournai, n^o 2 d'Ath et n^o 3 de Lessines;

2^o brigade II : triages n^o 4 de Belœil, n^o 5 de Chièvres et n^o 6 de Péruwelz;

3^o brigade III : triages n^o 7 de Saint-Ghislain, n^o 8 de Colfontaine, n^o 9 de Dour et n^o 10 de Quévy;

4^o brigade IV : triages n^o 11 de Jurbise, n^o 12 de Mons et n^o 13 de Binche;

5^o brigade V : triages n^o 14 de Soignies, n^o 15 de Chapelle-lez-Herlaimont et n^o 16 de Pont-à-Celles;

6^o brigade VI : triages n^o 17 de Braine-l'Alleud, n^o 18 de Lasne et n^o 19 de Nivelles.

Art. 3. La circonscription des triages du cantonnement de Mons est fixée comme suit :

1^o Le triage n^o 1 de Tournai comprend le territoire des communes d'Antoing, Brunehaut, Cellès, Comines-Warneton, Estaimpuis, Mouscron, Pecq, Rumes et Tournai;

2^o Le triage n^o 2 d'Ath comprend le territoire des communes d'Ath (à l'exception des anciennes communes de Gibecq, Ghislenghien, Isières, Meslin-l'Évêque, Moulbaix et Ormeignies, Ellezelles, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing et Mont-de-l'Enclus);

3^o Le triage n^o 3 de Lessines comprend :

a) le territoire des communes d'Enghien, Lessines et Silly;

b) le territoire des anciennes communes de Gibecq, Ghislenghien, Isières et Meslin-l'Évêque;

4^o Le triage n^o 4 de Belœil comprend :

a) le territoire des communes de Belœil (à l'exception de l'ancienne commune de Stambruges) et Leuze-en-Hainaut;

b) le territoire des anciennes communes de Moulbaix et Ormeignies;

5^o Le triage n^o 5 de Chièvres comprend :

a) le territoire de la commune de Chièvres;

b) le territoire des anciennes communes de Neufmaison, Sirault et Stambruges (à l'exception du Bois d'Imberchies, bloc forestier n^o 1.142.1);

c) le Bois du Prince, bloc forestier n^o 1.139.1, sis à Hautrage;

6^o Le triage n^o 6 de Péruwelz comprend :

a) le territoire des communes de Bernissart et Péruwelz;

b) le Bois d'Imberchies, bloc forestier n^o 1.142.1, sis à Stambruges;

7^o Le triage n^o 7 de Saint-Ghislain comprend le territoire des anciennes communes de Baudour (à l'exception d'une partie du Bois de Baudour, soit le bloc forestier n^o 4.375.10), Hautrage (à l'exception du Bois du Prince, bloc forestier n^o 1.139.1, et de la partie du Bois d'Hainin, sise à Hautrage, blocs forestiers n^{os} 1.140.4-5-6), Saint-Ghislain, Tertre et Villerot;